# Les attentats du 22 mars, Daesh, la Belgique et ses ombres

mercredi 18 mai 2016, par GASPARINI Mauro (Date de rédaction antérieure : 21 avril 2016).

Sommaire


- Il y a quelque chose de (...)
- L'émotion collective et (...)
- Quelles réponses du mouvement


*« C'est arrivé »*. Beaucoup d'habitant.e.s de Bruxelles ont connu ce sentiment le 22 mars, quand des attentats terroristes ont frappé la capitale de la Belgique, tant les esprits avaient été préparés. En novembre 2015 déjà, le fameux *lockdown* de Bruxelles, où la ville fut déclarée en état d'alerte et sous une menace « imminente » par le gouvernement et les services de renseignement, avait stoppé toute vie pendant quatre longues journées, un véritable test grandeur nature de l'Etat d'exception. Depuis, les militaires avaient colonisé les rues de la capitale belge ainsi que d'autres grandes villes comme Anvers. Le monde entier était également au courant du rôle joué par la Belgique pour plusieurs auteurs et suspects des attentats de ces dernières années en Europe. Et ceux qui suivent de près l'actualité internationale savaient que depuis le 13 novembre, les attentats revendiqués par Daesh s'étaient multipliés de la Turquie à l'Irak en passant par la Tunisie, la Lybie ou encore l'Egypte. Les attentats de Bruxelles ont été opérés dans un *timing* parfait pour relancer le sentiment diffus de peur dans la ville, quelques jours à peine après l'arrestation de Salah Abdeslam, un des principaux suspects des attentats de Paris. Une arrestation dont s'étaient glorifiés le premier ministre libéral Charles Michel et le ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA, nationalistes flamands), dans un selfie avec des soldats. S'il fallait une nouvelle preuve que la stratégie « antiterroriste » poursuivie par le gouvernement belge ne peut qu'être un échec, le 22 mars l'a fournie de manière autant tragique que spectaculaire. Les soldats présents à Zaventem et dans le métro n'ont rien pu faire pour empêcher les attentats. Le show sécuritaire orchestré par la coalition libérale-nationaliste s'est soldé par un dramatique fiasco.

## Il y a quelque chose de pourri au royaume de Belgique

Alors, pourquoi Daesh a-t-il choisi de frapper l'aéroport et le métro de Bruxelles ? L'impact économique de l'arrêt de l'aéroport de Zaventem, et l'effet psychologique d'une explosion dans le métro en plein quartier européen s'ajoutent aux symboles de Bruxelles comme ville internationale, capitale européenne et multiculturelle. En outre, la Belgique participe à la coalition internationale contre Daesh en Irak, et elle est aussi le pays européen le plus touché, relativement à sa population, par les départs en Syrie : plus de 500 belges sont partis rejoindre en majorité Daesh, et certains ont rejoint Al Nusra (Al Qaeda). Les raisons de ces départs sont multiples et complexes, bien sûr, et la Belgique est loin d'être le seul pays touché. Mais comme ses voisins, elle offre un terreau fertile à la croissance de ces gangs sectaires. La distance physique entre riches et pauvres, ou entre blancs et racisés, est bien plus faible à Bruxelles que dans les grandes villes françaises. Mais les descendants de l'immigration marocaine et turque, arrivés dans les années 1960 suite à des traités bilatéraux répondant au besoin de main d'œuvre de la bourgeoisie belge, et qui forment la majeure partie des

700000 musulman.e.s du pays, subissent la discrimination raciste et islamophobe.

Bruxelles, la ville la plus multiculturelle de Belgique, en est à la fois le poumon économique et le parent pauvre. Les chiffres sont éloquents : un habitant sur cinq de la région de Bruxelles est sans travail, alors que le taux officiel pour la Belgique est de 8,5%. Un bruxellois sur trois est pauvre. La sélection sociale fait rage dans un système scolaire qui fonctionne comme un marché et dont l'enseignement catholique, financé par l'Etat mais à gestion privée, détient la moitié des parts. Le poids de ce pilier catholique se manifeste aussi chaque année lors de la fête nationale où le premier ministre assiste avec le Roi à la cérémonie catholique du *Te Deum*. Cela rend encore plus évident le but des politiciens et éditorialistes qui font de l'agitation sur la « laïcité », et notamment le foulard, en s'inspirant des obsessions islamophobes qui ont du succès chez nos voisins : stigmatiser et discriminer les musulman.es. Le nombre d'écoles où le port du foulard est encore autorisé s'est réduit à presque rien et le port du niqab a été interdit en premier lieu à Molenbeek, à l'époque dirigée par le Parti socialiste. La Belgique est un des pays européens où les inégalités scolaires et sur le marché du travail sont parmi les plus fortes. Un jeune belgo-marocain ou belgo-congolais aura trois fois moins de chances de trouver un emploi qu'un jeune d'origine belge. Par ailleurs, contrairement à Paris ou à d'autres grandes villes de France où les classes populaires sont reléguées à la périphérie, les quartiers populaires de Bruxelles sont au cœur de la ville : il n'y a que dix minutes de marche entre Molenbeek et les hipsters du quartier Dansaert au centre de la capitale. Dans certains quartiers populaires du « croissant pauvre » de Bruxelles-capitale, qui regroupe les communes de Bruxelles-ville, Schaerbeek, Saint-Josse, Anderlecht, Saint-Gilles et Molenbeek, le taux de chômage des jeunes dépasse parfois largement les 50%, alors que les belgo-marocains sont aujourd'hui plus diplômés que la moyenne. A tout cela s'ajoute le harcèlement policier subi par les jeunes de quartiers entiers. La violence verbale et physique contre les immigré.es de culture musulmane a également fortement augmenté ces dernières années dans le pays.

Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que des groupes comme Daesh et d'autres forces de l'extrême-droite intégriste aient réussi à recruter quelques dizaines de personnes et que Molenbeek, loin des clichés, ne soit pas la seule touchée par le phénomène jihadiste. En effet, il est important de souligner que le fief flamand de la N-VA, Anvers, est la première source de combattants belges pour Daesh, qu'une cellule terroriste a été arrêtée à Verviers dans l'Est du pays en janvier 2015 et que nombre d'autres localités dans et hors de Bruxelles ont été citées dans les différentes enquêtes. Ainsi, proportionnellement, la Belgique est le pays qui compte le plus de combattants en Syrie. Elle a aussi été un lieu de vie ou de passage pour d'autres auteurs d'attentats comme Mehdi Nemmouche qui avait attaqué le Musée juif de Bruxelles ou encore Amedy Coulibaly qui a acheté des armes chez nous avant d'aller commettre des attentats contre l'Hyper Casher à Paris en janvier dernier. Enfin, deux des auteurs des attentats de Paris habitaient en Région bruxelloise.

Le phénomène jihadiste auquel la gauche et les mouvements sociaux doivent faire face aujourd'hui est complexe. Dans le contexte que nous avons décrit ci-dessus, ce n'est généralement pas la religion qui motive le départ vers des organisations comme Daesh et le passage à l'acte. C'est plutôt via Internet, notamment grâce à une propagande bien rôdée, ou dans la rue qu'ils sont recrutés. Il n'y a pas de profil-type chez les auteurs des attentats en Europe, que ce soit sur le plan social ou religieux par exemple : Abdelhamid Abaaoud, l'un des organisateurs présumés des attentats de Paris, a fait ses études dans un lycée assez prestigieux, le collège Saint-Pierre d'Uccle, et n'allait pas à la mosquée. Nombre de ces jihadistes sont en crise identitaire, certains en recherche de gloire, d'une cause à défendre, d'autres encore cherchent la rédemption ou un exutoire. Ceux qui sont pris dans le système carcéral inhumain en Belgique ou en France - dont la majorité des détenus sont des personnes issues de l'immigration postcoloniale, alors que la criminalité n'est pas plus forte dans leur communauté - se retrouvent aussi dans des fabriques du désespoir et des terrains propices au recrutement dans des filières intégristes.

Il est clair que la situation de racisme structurel des sociétés européennes, ajoutée aux guerres impérialistes menées au Moyen-Orient tant par les USA et leurs alliés européens que plus récemment par la Russie, ainsi que la persistance de l'oppression du peuple palestinien, alimentent la propagande d'organisations telles que Daesh. Une politique de prévention, d'accompagnement et d'interculturalité, en partenariat avec les communautés locales, peut aider contrairement au tout-répressif mis en place depuis des années à Bruxelles. Dans tout cela, le rôle des forces politiques anticapitalistes comme acteurs de résistance, mais aussi comme représentants de la perspective radicale d'une autre société, est primordial. A court terme, la gauche doit éviter les pièges tendus par les attentats et le contexte qu'ils créent.

## L'émotion collective et les conséquences politiques

En Belgique, les attentats de Bruxelles n'ont jusqu'ici pas profité au gouvernement et aux forces réactionnaires à la mesure de ce qu'ils espéraient. Mais la situation n'est pas brillante non plus pour le mouvement ouvrier et la gauche. En fait, l'essentiel de l'avantage politique des attentats a été utilisé par le gouvernement l'année dernière, en particulier après les attentats de Paris. Le rêve de mettre l'armée dans les rues, inscrit au programme de la N-VA, a pu se concrétiser. Les attentats avaient alors servi d'arme de diversion massive face à la politique d'austérité menée par la coalition libérale-nationaliste, et d'excuse en or pour l'aile la plus collaborationniste de la bureaucratie syndicale, qui avait alors arrêté les actions contre le gouvernement.

Après le 22 mars, la place de la Bourse, au cœur de Bruxelles, s'est transformée en lieu de recueillement, d'hommage et de rassemblement pour la population de la ville, regroupant à l'image des victimes les travailleurs, hommes et femmes des différentes cultures et nationalités, adultes, enfants, jeunes et retraités. Les représentants des différents cultes, musulmans en premier, les mouvements syndicaux et antiraciste, le mouvement Hart Boven Hard représentant les associations et les milieux culturels flamands opposés à l'austérité, et son équivalent francophone Tout autre Chose ont tous condamné les attentats, mais également mis en garde contre la haine et les divisions sur base de la religion que ceux-ci visaient à renforcer dans la société. Si les drapeaux belges ont été un peu plus visibles que d'habitude, cela ne recouvrait pas cette arrogance nationale à laquelle la Belgique, un Etat aux prises depuis sa création avec la question nationale flamande, n'est plus habituée.

Du côté du gouvernement, c'est de la N-VA que sont venues les principaux discours provocateurs et racistes : Bart De Wever, président de la N-VA, a même dit ressentir « de la haine, car ces gens reçoivent encore du soutien auprès de leur communauté ». Jan Jambon, ministre de l'Intérieur et pilier de la N-VA dans la coalition gouvernementale, a également multiplié les déclarations incendiaires, comparant d'abord les jihadistes en fuite aux Juifs qui se cachaient pendant la Deuxième Guerre mondiale, puis affirmant qu'une part significative des musulmans de Belgique avait « dansé » lors des attentats, allant même jusqu'à dire que les terroristes « ne sont qu'une pustule. En dessous se trouve un cancer beaucoup plus difficile à traiter » (*sic*), dans un vocabulaire clairement d'extrême-droite.

Ces déclarations ne peuvent pas être déconnectées du contexte post-attentats en Belgique. En effet, le dimanche 27 mars, quelques jours après les attentats, le maire de Bruxelles-ville et le ministre de l'Intérieur ont interdit une marche « contre la peur et pour le vivre ensemble » qui devait se tenir à la Bourse. Malgré le fait que les organisateurs, qui n'étaient pas des militants de gauche, avaient accepté de reporter la marche, de nombreuses personnes sont quand même venues se rassembler à la Bourse ce jour-là. Celles-ci se sont retrouvées nez-à-nez avec la marche des hooligans belges, parmi lesquels de nombreux militants d'extrême-droite, qui a pu se tenir sans autorisation et sous

escorte policière. Le but politique de la manœuvre était de casser le symbole de solidarité et de recueillement qu'était devenu la Bourse pour lui remplacer une image de racisme et d'islamophobie guerrière. Les autorités locales social-démocrates de Bruxelles et Vilvorde, ont suivi de fait l'orientation du ministre de l'Intérieur N-VA et d'un commissaire de police bruxellois, Vandersmissen, réputé pour ses sympathies ultra-autoritaires et ses méthodes violentes contre les manifestant.e.s de gauche. La N-VA, en recul lent mais continu face aux néofascistes du Vlaams Belang (principal parti d'extrême-droite) en Flandre, n'a d'ailleurs pas condamné l'assaut des hooligans, contrairement aux autres partis représentés au Parlement.

Une semaine plus tard, l'Etat fort a à nouveau montré son ombre comme lors de l'alerte niveau 4 et le lockdown en novembre dernier : alors que le métro ne circulait toujours qu'à moitié dans la capitale, le gouvernement autorise les perquisitions 24h/24 et 200 nouveaux soldats sont mobilisés dans les rues de Bruxelles. Toutes les manifestations sont interdites pendant le week-end sur l'ensemble du territoire de Bruxelles-Capitale…mais pas le shopping sur les grandes artères commerciales, bien sûr. Le rassemblement alors prévu à la Bourse contre le fascisme et l'islamophobie et en hommage aux victimes des attentats terroristes, maintenu malgré l'interdiction, subit alors une violente répression de la part des mêmes policiers qui avaient protégé les fascistes et hooligans le 27 mars. Le président de la Ligue des droits de l'homme est même arrêté « pour l'exemple » selon le commissaire Vandersmissen. Encore une fois le message est clair : les forces de répression et les autorités veulent étouffer toute politisation par la gauche des attentats. L'extrême-droite est en embuscade : fort divisée et marginale au sud du pays, bien que les différentes formations totalisent ensemble plus de 10% des voix, elle est par contre toujours bien présente en Flandre. Elle y est même quasiment hégémonique tant le racisme a contaminé les discours politique et médiatique et s'est enraciné dans la société même. La N-VA a accueilli, au fur et à mesure de son ascension électorale, des dizaines d'élus locaux et militants du Vlaams Belang. Mais après un an et demi d'usure gouvernementale de la N-VA, le Vlaams Belang remonte la pente dans les sondages. Il téléguide aussi le mouvement islamophobe Pegida Flandre, en collaboration avec des groupuscules fascistes, mais sans grand succès : les rassemblements amènent tout au plus 150 à 300 personnes et les contre-manifestants sont toujours trois à quatre fois plus nombreux. Les perspectives de l'extrême-droite dépendent aussi de la façon dont le mouvement social va réagir suite aux attentats et face à la pénétration réelle du programme de celle-ci, de la présence de l'armée dans les rues aux discriminations structurelles.

Le gouvernement connaît aussi des difficultés. Après l'incompréhension suscitée par le *lockdown* de novembre, la rhétorique gouvernementale et les militaires dans les rues n'ont pas empêché un massacre. Les critiques sur la gestion des enquêtes, sur la non-fermeture du métro après l'explosion à l'aéroport et sur la non-prise en compte d'informations importantes à propos de l'un des kamikazes ont mis à mal le ministre de la Justice Koen Geens (chrétien-démocrate flamand) et le ministre de l'Intérieur Jambon, dont Charles Michel a refusé les démissions dans une mise en scène visant à couvrir son gouvernement. Peu après, la non-prise en compte d'avertissements sur la sécurité dans les aéroports a entraîné la démission de la ministre des transports libérale Jacqueline Galant, déjà très contestée pour son incompétence visible, alors qu'elle voulait effectuer des coupes budgétaires colossales dans les chemins de fer. Une commission d'enquête a été ouverte sur les attentats, dont le PTB, seule force de gauche radicale dans les Parlements du pays, a été exclu. Les dernières déclarations de Jan Jambon sur les musulmans qui auraient « dansé » suite aux attentats ont à leur tour suscité une vague de réactions scandalisées des milieux antiracistes mais aussi de l'opposition parlementaire, y compris social-démocrate, dénonçant l'incapacité du ministre à fournir la moindre preuve de ses dires.

Et ce n'est pas tout. Le gouvernement Michel a rapidement dû relancer ses travaux de contrôle budgétaire, en pleine affaire des Panama Papers. Cet ajustement a servi de prétexte pour un train de

mesures de dérèglement du travail de grande ampleur dont , notamment, la fin annoncée de la norme des 38 heures par semaine et de la journée de 8 heures à travers une annualisation généralisée du temps de travail. Des attaques sont aussi prévues contre les retraites des fonctionnaires, les malades de longue durée et le contrat de travail par l'instauration des contrats zéro heure et de l'intérim à durée indéterminée.

## Quelles réponses du mouvement ouvrier ?

Les directions syndicales des deux grandes confédérations, la FGTB (socialiste) et la CSC (chrétienne) avaient mené un plan d'actions crédible à l'automne 2014 pour lutter contre les premiers plans d'austérité et les premières contre-réformes du gouvernement de la droite et des nationalistes flamands. Une vague de manifestations et de grèves avait culminé en une journée de grève interprofessionnelle massive en décembre 2014. Mais le mouvement a été stoppé au nom de la « concertation sociale », ce système qui met la négociation entre syndicats et patronat au centre de l'évolution du droit du travail et de la sécurité sociale. En 2015, alors qu'il était évident que cette soi-disant concertation aboutissait de fait à laisser le gouvernement aller de l'avant, le mouvement syndical a pataugé dans des actions de moindre ampleur et plus dispersées, sans perspective. Les attentats de Paris, on l'a dit, avaient servi de prétexte ultime à la désorientation et au repli total des luttes syndicales. Ces dernières semaines, la FGTB n'a par exemple pas réagi publiquement à la violente répression à la Bourse contre la gauche et à la complicité policière avec l'extrême-droite, alors que des militants syndicaux faisaient partie de la bonne centaine d'arrestations. Pire encore, la FGTB Bruxelles veut vider le traditionnel Premier Mai bruxellois de son contenu politique pluraliste. En tant qu'organisatrice, elle a ainsi décidé de supprimer les stands pour l'ensemble des forces de gauche hormis la social-démocratie et de ne laisser la place qu'aux concerts et à la bière. Mais la colère gronde à la base face aux projets du gouvernement, autant que vit l'incertitude sur la bonne façon de lutter et sur les objectifs de la résistance sociale à mettre en place. Le réveil du mouvement social en France et les Panama Papers alimentent les espoirs des syndicalistes les plus combatifs. Ainsi, ces dernières semaines, la Belgique a connu une grève spontanée des contrôleurs aériens, des ouvriers d'une aciérie ont séquestré leur direction pour obtenir le paiement de leur salaire et quelques Nuits Debout ont fait leur apparition dans plusieurs villes. Les syndicats ont donc relancé des actions en ordre dispersé, une grève d'une partie de la fonction publique aura lieu fin avril et on évoque de plus en plus la possibilité de manifestations unitaires de grande ampleur voire même de grèves.

La principale force de gauche radicale en Belgique, le PTB, fort de ses 10000 affiliés et de ses parlementaires fédéraux et régionaux, a plusieurs atouts dans son jeu dans la situation actuelle. Elle a d'abord réussi à s'implanter dans de nombreux quartiers populaires de Bruxelles, d'Anvers ou encore de Liège, à forte population de culture musulmane. Elle a également une forte implantation syndicale dans les bastions organisés de l'industrie et une relation positive avec nombre de mouvements sociaux et citoyens comme Hart Boven Hard et Tout Autre Chose. Son porte-parole Raoul Hedebouw est très populaire au Sud du pays dans sa dénonciation de l'austérité et de l'injustice fiscale dont les Panama Papers viennent encore de montrer la gravité. Cependant, comme d'autres forces de gauche en Europe et dans le monde, le PTB est mal à l'aise face à la question du terrorisme. Ainsi, ses députés se sont abstenus sur la déchéance de nationalité en juillet 2015, avant de faire leur *mea culpa* publiquement six mois plus tard, et ont lancé des messages contradictoires lorsque le gouvernement a accordé un extra de 400 millions € au budget antiterroriste. De même, ses appels à combattre la haine et la division se sont souvent mêlés à un discours d'unité nationale. L'approche suivie par le PTB se veut « pragmatique » et concentre ses critiques sur le manque d'efficacité des mesures antiterroristes à travers la défense d'une approche plus « ciblée ». Mais le mouvement social et les forces de gauche radicale ont tout intérêt à nommer et à combattre

spécifiquement les dangers que représentent l'Etat fort, l'unité nationale et l'islamophobie rampante pour l'ensemble des droits démocratiques et sociaux.

Sur le plan international, le réflexe sain de refuser tant la participation de la Belgique aux frappes de la coalition en Irak et en Syrie que la dépense de plusieurs milliards pour l'achat de nouveaux avions de chasse fait consensus au sein de la gauche radicale belge. Cependant, ce réflexe s'accompagne au PTB, mais également dans d'autres secteurs de gauche, d'une vision de la situation moyen-orientale et syrienne rejoignant celle du camp réactionnaire composé de l'impérialisme russe, de la théocratie iranienne et du régime Assad. Dans cette optique prenant de grandes libertés avec les faits, la seule solution en Syrie serait de soutenir Assad comme un moindre mal pour combattre Daesh, ce dernier n'étant que le produit de l'intervention des USA, de la Turquie et de l'Arabie Saoudite. Le reste de l'opposition syrienne, civile comme armée, est balayé du tableau, tout comme la complicité avérée du régime Assad dans l'émergence et la croissance de Daesh, leurs trafics communs, leurs opérations communes contre les territoires contrôlés par l'opposition syrienne…et surtout, malgré le fait que les forces pro-Assad soient responsables de plus de 90% des morts civils en Syrie, par un éventail de méthodes tout aussi abominables que celles qui ont rendu célèbre Daesh. Ainsi, en envoyant le message que quelques centaines de morts atroces à Bruxelles ou à Paris ont bien plus d'importance que des centaines de milliers de civils syrien.ne.s (et irakiens), et parmi ceux-ci avant tout des arabes sunnites, une telle politique ne fait qu'alimenter la propagande sectaire de Daesh. Toutes ces morts sont pourtant liées : le chaos provoqué par la contre-révolution dans la région, particulièrement en Syrie, ne peut pas épargner l'Europe.

La majorité des courants de gauche dans le monde ont probablement commis leur pire faute de ce début de siècle en refusant aux syrien.ne.s toute solidarité politique et concrète, faisant ainsi ironiquement écho aux politiques menées en réalité par les impérialismes occidentaux. Depuis la trève partielle de mars, les syriens ont repris leurs dizaines de manifestations hebdomadaires pour dénoncer tant Assad que Daesh et Al-Nusra (Al Qaeda). Les peuples en lutte de la région sont les seuls à pouvoir priver durablement Daesh de sa base populaire et de son territoire. Daesh est le fruit pourri des dictatures locales et du néocolonialisme. Ici comme là-bas, les attentats terroristes servent les intérêts mutuels de l'Etat policier néolibéral et des forces réactionnaires fascisantes, et créent le risque d'une paralysie désespérante de la lutte sociale. Il n'est peut-être pas trop tard pour changer radicalement d'orientation. C'est aux mouvements populaires et aux forces de gauche radicale de reprendre le fil de l'internationalisme et d'offrir un sens et une perspective à la colère qui monte dans ce monde capitaliste dégénrescent. Et ces tâches sont d'actualité bien au-delà de la Belgique.

**Mauro Gasparini**, membre de la direction de la LCR-SAP